

L'ÉDITO
DE GAUVAIN DOS SANTOS**La Vivaldi à l'épreuve de la triple crise**

Début février, il flottait dans l'air un parfum de doux renouveau. Après deux ans de Covid, avec tout ce que cela a impliqué de ruptures sociales, de crises économiques, de méfiance et d'éclatements des relations, l'heure était à la reconstruction. La liberté de circuler sans masques et sans passe s'accompagnait d'un retour du beau temps. On allait enfin pouvoir revoir des sourires dans les rues. Mais Vladimir Poutine et les lois du marché en ont décidé autrement.

Depuis le front ukrainien, des images terribles nous parviennent tous les jours qui nous crispent chaque fois un peu plus. Une grande solidarité s'est directement activée à l'échelle européenne pour accueillir ces femmes et ces enfants contraints de fuir leur pays.

En Belgique, toutefois, l'accueil est chaotique. Il souligne les limites des institutions compétentes. Pour le gouvernement fédéral, c'est une charge urgente qui s'ajoute au casse-tête que représentent la guerre en Ukraine et les conséquences que celle-ci a sur le portefeuille des Belges. Face à la triple crise qui enfle, la Vivaldi a plus que jamais la lourde tâche de garder la tête froide et de ne pas céder aux jeux politiques. Pour le dire plus vertement, face à cette crise sanitaire, économique et diplomatique, De Croo 1^{er} a le devoir de ne pas péter un plomb. Espérons que le septet de tête tiendra la route.



Le conflit va encore le prix de vos cours

CONSOMMATION

Les coûts de production et de transport se répercuteront tôt ou tard.

L'inflation, principalement due à la flambée des prix de l'énergie, a un impact certain sur le pouvoir d'achat des ménages belges. On a ainsi pu observer au début de l'année que de nombreux produits ont vu leur prix s'envoler, fabricants et distributeurs ne pouvant absorber les hausses de prix sur l'énergie et les matières premières, sans oublier l'indexation des salaires.

Les producteurs pourraient être tentés de renégocier avec les distributeurs.

Un coup dur qui a aussi compliqué les négociations entre la grande distribution et les fournisseurs. Au final, c'est une hausse de 3 à 5% qui est répercutée sur le consommateur final. Avec l'envolée des prix du carburant et de l'énergie de manière générale, le budget familial est très lourdement impacté en ce premier trimestre 2022.

Avec le conflit en Ukraine, c'est la perspective de nouvelles hausses de prix qui inquiète. Pour les consommateurs, cela se ressent déjà au

passage en caisse. Mais cette perception est-elle bien réelle? Nous avons demandé à Christophe Echement, CEO de Ping Price, l'application qui compare les prix dans la grande distribution, de faire l'exercice. Un relevé des prix le 22 février dernier, comparé aux prix pratiqués

aujourd'hui démontre, contrairement aux impressions des consommateurs, que les prix n'ont pas réellement évolué.

Certaines marques s'affichent aujourd'hui à des prix plus élevés que le 22 février, mais d'autres sont en revanche moins chères. On parle beaucoup de l'influence du conflit sur le blé et les conséquences que cela peut avoir sur le prix du pain ou des pâtes, par exemple, mais cela ne

se reflète pas réellement en rayon. La marque Barilla est bel et bien 3,25% plus chère que le 22 février dernier, mais cette variation ne peut être imputée au conflit. Soubry, autre géant des pâtes, n'a vu ses prix augmenter que de 0,17%. "Ces fluctuations, tout comme celles qui sont plus marquées sur d'autres produits, ne peuvent pas encore être imputées au conflit en Ukraine. Les grosses variations à la hausse ou à la



▀ Certaines marques s'affichent aujourd'hui à des prix plus élevés que le 22 février, mais d'autres sont en rev

Le prix de l'engrais explose : risque de pénurie

La flambée des prix du gaz provoque des conséquences en chaîne.

L'envolée du prix du gaz que nous subissons depuis plusieurs mois ne semble pas près de s'arrêter. La guerre en Ukraine ne fait qu'accentuer le problème, et ce ne sont pas les déclarations de Vladimir Poutine qui vont arranger les choses.

Le président russe a ainsi évoqué toutes les conséquences économiques et alimentaires suite aux sanctions occidentales, rappelant également qu'en plus d'être un gros exportateur de gaz et de pétrole, la Russie était aussi un gros export

ateur d'engrais. "Si ça continue comme ça, cela aura des conséquences sérieuses [...] pour le secteur alimentaire dans l'ensemble, la hausse de l'inflation sera inévitable", a dit M. Poutine.

Cette question de l'engrais peut paraître secondaire, mais pourrait créer de sérieux problèmes dans les mois à venir. D'ailleurs, le marché était déjà sous ten-

sion bien avant l'invasion de l'Ukraine. Car pour produire de l'engrais, il faut du gaz, principalement de l'ammoniac, de l'azote et de l'hydrogène. Depuis la fin de l'été dernier, les prix ont quadruplé, et les agriculteurs ne savent plus suivre le rythme. Résultat des courses, ils ont limité leurs achats, avec un impact direct sur la production qui est à craindre. Cela

impacter es

baisse sont majoritairement dues à des promotions d'une semaine à l'autre. Ainsi, Lénor n'est pas subitement devenu 68% plus cher..."

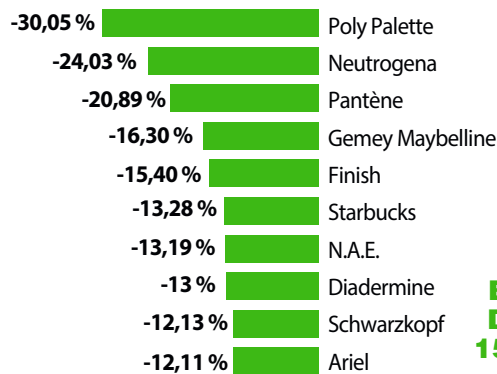
Reste à savoir si, dans les semaines ou les mois à venir, les prix vont se maintenir ou repartir à la hausse. "Il est clair que les entreprises vont avoir à supporter l'importante hausse des prix des carburants et de l'énergie. Produire va coûter plus cher et les producteurs qui ont négocié les prix avec la

grande distribution pour une période d'un an risquent d'être mis sous pression. Il n'est pas exclu qu'ils soient alors tentés de renégocier avec les distributeurs. Mais ces derniers doivent aussi faire face aux augmentations des prix de l'énergie. Cela impactera notamment le transport de marchandises, mais aussi les frais de fonctionnement. Tout cela peut avoir un impact sur les prix en magasin."

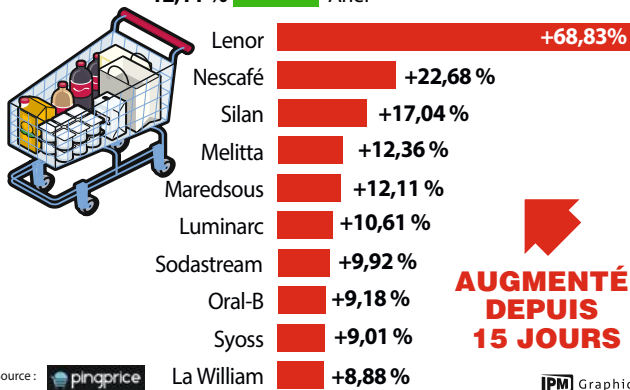
Christophe Echement espère cependant que ces hausses ne seront pas un prétexte pour augmenter davantage les prix que de raison. "Il faudra demeurer attentif dans les jours et semaines à venir car la tentation pourrait être grande de prendre le prétexte de la hausse des prix de l'énergie pour faire grimper l'addition."

V. S.

LES 10 MARQUES DONT LE PRIX A LE PLUS...



BAISSÉ
DEPUIS
15 JOURS



AUGMENTÉ
DEPUIS
15 JOURS

Source: pingprice

IPM Graphics



anche moins chères. © BAUWERAERTS

rie pour les fruits et légumes

vaut pour les producteurs belges de fruits et légumes, mais aussi pour d'autres pays d'Europe et d'ailleurs. Ce qu'on peut attendre dans l'immédiat, c'est une hausse des prix des fruits et légumes. Des prix qui avaient déjà grimpé après la météo catastrophique du printemps et de l'été 2021. À plus long terme, c'est au niveau des quantités que cela ris-

que de poser problème. "C'est une catastrophe, et on n'en parle pas assez. Beaucoup d'usines d'engrais ont fermé à partir du mois de septembre et le prix des engrais a augmenté, détaille Damien Ernst, professeur à l'Université de Liège. Ce qu'on a observé, c'est que beaucoup de fermiers n'ont plus acheté d'engrais et, partout dans le monde, on a vu une chute de

la production. Sans engrais azoté, la planète meurt de faim. Avec l'invasion en Ukraine, cela risque de continuer vu que l'Ukraine est un gros exportateur de denrées, comme la Russie."

Les craintes sont donc bien réelles, d'autant plus que les engrais naturels et organiques ne permettent pas une réponse immédiate.

T.VH



Les prix du pétrole ont chuté à l'international. © FAHY

Le fédéral joue la montre

CRISE ÉNERGÉTIQUE

Une baisse des prix du gasoil de chauffage offre du répit aux ministres compétents.

Alors que tous les tarifs énergétiques sont en hausse depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, le prix maximum du gasoil de chauffage baisse de plus de 28 centimes par litre samedi. Les prix du pétrole sur les marchés internationaux chutent également. Il n'en fallait pas plus pour glisser une touche d'espoir dans les cabinets des ministres compétents, à savoir l'Économie, l'Énergie, les Finances et la Lutte contre la pauvreté. Mais ce répit sera de courte durée car cette baisse résulte des fluctuations des prix des marchés internationaux, ce qui n'exclut pas une remontée soudaine dans les jours à venir. De la part des ministres à la barre, il est attendu de proposer des solutions durables et structurées.

C'est ce que réclament en chœur des organisations de la société civile, l'opposition, mais dorénavant également les partis de la majorité. Dans une intervention remarquée faite jeudi au Parlement, Ahmed Laaouej a ainsi rappelé que "les gens n'en peuvent plus d'avoir à choisir entre remplir le frigo ou payer leurs factures de gaz, d'électricité ou de mazout de chauffage". Pour le chef de groupe PS, "il faut un tarif spécial" car les classes moyennes "risquent aujourd'hui de basculer dans la pauvreté".

Des pompistes ont menacé de fermer pour éviter de devoir vendre à perte. Le cabinet Dermagne leur a d'abord répondu que l'on ne toucherait pas au prix maximum à

la pompe mais que des paramètres seraient adaptés. Avec la baisse des prix internationaux, le spectre des ventes à perte pouvant mener à des ruptures d'approvisionnement s'est temporairement éloigné. Pour éviter qu'il ne revienne, le ministre de l'Économie a demandé au SPF Économie de mieux calibrer le facteur qui stabilise les prix du marché afin de ne pénaliser ni les consommateurs ni les vendeurs.

Van der Straeten demande un 3^e paquet énergie.

Chez Tinne Van der Straeten, on assure qu'un paquet de mesures est prêt à être pris. La ministre de l'Énergie veut "que le gouvernement soutienne un troisième paquet énergie pour réduire la facture". L'élue Groen souhaite appliquer "des mesures avec un effet rapide comme la baisse de la TVA sur le gaz et sur l'électricité et la prolongation du tarif social élargi". Mais cette crise doit également être traitée avec des perspectives sur le long terme.

Pour ce volet, tous les regards sont tournés vers le sommet de Versailles où les 27 chefs d'État européens ont discuté d'un plan pour réduire de deux tiers la dépendance au gaz russe avant la fin de l'année. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a déclaré qu'elle allait étudier les options d'ici la fin mars.

GDS